

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL  
SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE  
ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de présenter ci-dessous un exposé succinct des questions dont le Conseil de sécurité est saisi et du point où en est leur examen à la date du 30 septembre 1948 :

1. Question iranienne (voir document S/988) ;
2. Rapport spéciaux prévus à l'Article 43 et organisation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité (voir S/988) ;
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir S/988) ;
4. Statut et règlement intérieur du Comité 1'état-major (voir S/988) ;
5. Règlementation et réduction générales des armements et renseignements sur les forces armées des Nations Unies (voir S/988) ;
6. Désignation d'un Gouverneur du Territoire libre de Trieste (voir S/988) ;
7. Question égyptienne (voir S/988) ;
8. Question indonésienne (voir S/988) ;
9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (voir S/988) ;
10. Procédure de mise en application des Articles 87 et 88 de la Charte concernant les îles du Pacifique placées sous la tutelle stratégique des Etats-Unis d'Amérique (voir S/988) ;
11. Demande d'admission (voir S/988) ;

Par un télégramme en date du 22 septembre (S/1012) le Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie a renouvelé la demande du Gouvernement bulgare tendant à l'admission de la Bulgarie comme Membre des Nations Unies et a exprimé le désir que cette demande fût examinée à nouveau. Ledit télégramme a été porté à l'ordre du jour provisoire de la 360ème séance du Conseil de sécurité, du 28 septembre, mais l'examen en a été différé de quelques jours à la demande du Gouvernement bulgare.

Par une lettre en date du 27 septembre (S/1017), le Ministre de Hongrie

d'ordre de son Gouvernement, a prié le Secrétaire général de bien vouloir présenter à l'Assemblée de l'Organisation des Nations Unies, en l'appuyant, la requête formelle du Gouvernement hongrois en vue de son admission parmi les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

12. Question palestinienne (voir S/988 et S/1010) ;

Les communications relatives aux prétendues violations de la trêve ont été distribuées au Conseil sous les cotes S/1013; S/1014; S/1016 et S/1019

Un câblogramme du Médiateur provisoire en Palestine, portant transmission d'un rapport supplémentaire sur la mort du comte Bernadotte et du colonel Sérot, a été communiqué au Conseil sous la cote S/1018.

13. Question Inde-Pakistan (voir S/988 et S/1010) ;

14. Situation en Tchécoslovaquie (voir S/988) ;

15. Question du Territoire libre de Trieste (voir S/988) ;

16. Question du Hyderabad (voir S/1010) ;

Par une communication en date du 22 septembre (voir S/1011), le Nizam du Hyderabad a prié le Secrétaire général de vouloir bien noter que la plainte adressée au Conseil de sécurité par son Gouvernement avait été retirée par lui et que la délégation envoyée au Conseil de sécurité n'avait plus aucun pouvoir pour représenter le Nizam ou son Etat.

Par une note en date du 24 septembre (S/1015), la délégation du Hyderabad a exposé ses vues sur la situation régnant au Hyderabad et a déclaré qu'il était d'une nécessité impérieuse que le Conseil de sécurité se réunît pour procéder à un examen de cette situation.

Le Conseil de sécurité a examiné ces communications à sa 360ème séance, le 28 septembre. Après un échange de vues, il a décidé, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, de permettre au représentant du Hyderabad de prendre part, en Conseil de sécurité, à la discussion sur la question de la validité de ses pouvoirs. Le représentant de l'Inde a également été invité à prendre part à la discussion. Après avoir entendu l'exposé des vues des deux parties, le Conseil a levé la séance.

17. Conditions auxquelles peut participer à l'élection des Membres de la Cour internationale de Justice un Etat qui, tout en étant partie au Statut de la Cour, n'est pas Membre des Nations Unies

Par une lettre en date du 2 août, adressée au Président du Conseil de sécurité, le Secrétaire général par intérim a fait connaître au Conseil que la Suisse était maintenant partie au Statut de la

Cour internationale de Justice (S/947). Il a, d'autre part, à cet égard, attiré son attention sur le paragraphe 3 de l'Article 4 du Statut de la Cour internationale, qui a trait aux conditions auxquelles peuvent participer à l'élection des Membres de la Cour des Etats qui, tout en étant parties au Statut, ne sont pas Membres des Nations Unies, ainsi que sur l'Article 69 du Statut, qui a trait à la participation de ces Etats à la procédure prévue pour les amendements au Statut.

Par une lettre en date du 12 août 1948 (S/969), le représentant de la Belgique a demandé que la question de la participation à l'élection des membres de la Cour fût portée à l'ordre du jour provisoire de l'une des prochaines séances du Conseil de sécurité, afin que la décision du Conseil pût être prise à temps pour permettre à la Suisse d'exercer utilement son droit de prendre part aux élections qui auront lieu durant la troisième session de l'Assemblée.

A cette lettre, le représentant de la Belgique a joint un projet de résolution.

Le Conseil de sécurité, en sa 360ème séance, du 28 septembre, a approuvé le projet de résolution en question. Il n'est donc plus saisi de la question.

-----

